

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-03-20-00006

Arrêté préfectoral mettant en demeure la
société SAINT-GOBAIN ABRASIFS concernant les
installations exploitées à
Conflans-Sainte-Honorine



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

ARRÊTÉ

**préfectoral mettant en demeure la société SAINT-GOBAIN ABRASIFS
concernant les installations exploitées à Conflans-Sainte-Honorine (78700) rue de
l'Ambassadeur**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2004 autorisant la société SAINT-GOBAIN ABRASIFS à exploiter sur la commune de Conflans-Sainte-Honorine (78700) rue de l'Ambassadeur, des installations d'emploi et de stockage de produits toxiques et d'enduction de toiles ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2023 imposant à la société SAINT-GOBAIN ABRASIFS susvisée des prescriptions complémentaires portant sur l'avancement des travaux de dépollution et la surveillance de la qualité des eaux souterraines et des gaz de sol ;

VU l'arrêté du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision du 11 mars 2024 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 9 février 2024 établi à la suite de la visite de contrôle du 1^{er} février 2024 ;

VU le courrier du 16 février 2024 notifié le 18 février 2024 de transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 1er février 2024, l'inspecteur de l'environnement a identifié plusieurs facteurs de risques de prolifération de légionelles, en particulier :

- les origines diverses d'alimentation en eau de la TAR : eaux pluviales, eaux de refroidissement issues du process et eau de forage ;
- l'ancienneté de la TAR, installée en 2002 : induisant des normes de conception désormais obsolètes et nécessitant en conséquence une surveillance accrue de l'état des installations ;

CONSIDÉRANT que ces facteurs de risques doivent être identifiés et gérés dans l'analyse méthodique des risques (AMR) conformément aux dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT que de ce document découlent tous les plans et procédures en lien avec l'exploitation de la TAR et la réduction du risque de prolifération de légionelles ;

CONSIDÉRANT cependant que l'AMR présentée le 30 janvier 2024 n'est ni actualisée, ni exploitée ;

CONSIDÉRANT que les plans et procédures en lien avec l'exploitation de la TAR et la réduction du risque de prolifération de légionelles ne sont donc ni à jour ni adaptés ;

CONSIDÉRANT que le risque de prolifération de légionelle n'est pas maîtrisé ;

CONSIDÉRANT que dans le contexte actuel de cas groupés de Légionellose déclarés dans le 78 et le 95, il convient, bien qu'aucun dépassement important en concentration de légionelle n'a été déclaré par l'exploitant, de :

- mettre à jour l'AMR ainsi que l'ensemble des plans et procédure en découlant ;
- d'intégrer pour la prochaine analyse en légionella une mesure dans le bassin, au point habituel et en aval de la dispersion ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SAINT-GOBAIN ABRASIFS de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société SAINT-GOBAIN ABRASIFS est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans

un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en révisant l'analyse méthodique des risques (AMR) conformément à la périodicité fixée.

Article 2 : La société SAINT-GOBAIN ABRASIFS est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7.I.1.c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en mettant à jour les procédures de gestion des périodes d'arrêt et de redémarrage de l'installation selon les conclusions de l'AMR.

Article 3 : La société SAINT-GOBAIN ABRASIFS est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7.I.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en mettant à jour le plan d'entretien définissant les mesures préventives contre le risque de prolifération de légionelles selon les conclusions de l'AMR.

Article 4 : La société SAINT-GOBAIN ABRASIFS est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7.I.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en formalisant et actualisant la stratégie de traitement appliquée contre le risque de prolifération de légionelles, en mettant notamment à jour la dénomination commerciale des produits utilisés.

Article 5 : La société SAINT-GOBAIN ABRASIFS est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai d'**un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en appliquant la disposition réglementaire en matière de prélèvements d'eau, notamment par la mise en place d'une surveillance en légionella pneumophila et en matière en suspension.

Article 6 : La société SAINT-GOBAIN ABRASIFS est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7.I.2.c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en formalisant une procédure de nettoyage détaillée à laquelle les conclusions de l'AMR devront être intégrées le cas échéant, ainsi qu'un rapport de suivi des opérations réalisées pour le nettoyage (de préférence avec photos).

Article 7 : La société SAINT-GOBAIN ABRASIFS est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2.5.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en formalisant un plan de surveillance des installations actualisé des conclusions de l'AMR à venir, notamment concernant la définition de nouveaux points de prélèvements pour renforcer la surveillance de l'installation.

Article 8 : La société SAINT-GOBAIN ABRASIFS est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai d'**un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de

l'article 2.5.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en intégrant pour la prochaine analyse en légionella une mesure dans le bassin, au point habituel et en aval de la dispersion.

Article 9 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 8 dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 10 : Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://citoyens.telerecours.fr/>).

Article 11 : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en est adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye,
- au maire de la commune de Conflans-Sainte-Honorine,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 20 mars 2024

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale,



Delphine DUBOIS